

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRENTE SOCIETE**

Le Mont Canel  
Précorbin  
50810 Saint-Jean-D'elle

Références : 2026-008  
Code AIOT : 0005300067

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement GRENTE SOCIETE implanté Les Bruyères PRECORBIN 14380 Sainte-Marie-Outre-l'Eau. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Deux visites en binôme UBDCM ont été réalisées sur la carrière de Sainte-Marie-Outre-l'Eau : la première généraliste sur l'exploitation, la seconde focalisée sur les rejets de la carrière (eau, poussières, vibrations).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRENTE SOCIETE

- Les Bruyères PRECORBIN 14380 Sainte-Marie-Outre-l'Eau
- Code AIOT : 0005300067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de grès de la société GRENTE SAS située sur la commune de Sainte-Marie-Outre-l'Eau dispose d'une autorisation d'exploitation en date du 10 juillet 2012 pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de 300 000 tonnes.

Cette carrière est peu exploitée et extrait en moyenne 4 000 tonnes/an de matériaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Portée de l'autorisation d'exploiter      | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 1    | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 2  | Registres et plans                        | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 12   | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 4  | Dispositions préliminaires d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 16,2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 5  | Phasage                                   | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 18   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 7  | Modalités d'exploitation                  | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 22.2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Sécurité publique                         | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 35   | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Accidents ou incidents  | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 14 | Sans objet        |
| 6  | Limites des excavations | Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 21 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 4 novembre 2025 avait pour objectif de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2012.

L'exploitant devra notamment justifier les niveaux d'activité des rubriques 2515 et 2517 au regard

du classement du site dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il devra également mettre à jour le plan topographique du site conformément aux exigences de l'arrêté préfectoral et corriger le surcreusement observé. La carrière est peu exploitée. Le retard constaté dans le phasage des travaux devra être évalué avec précision.

Enfin, il a été noté une bonne implication du personnel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Portée de l'autorisation d'exploiter

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'autorisation porte sur les activités suivantes :<br><u>2510 (A)</u> : Extraction de grès sur une superficie exploitable de 87 225 m <sup>2</sup> pendant 30 ans.<br>Production maximum : 300 000 t/an. Production moyenne : 150 000 t/an.<br><u>2515 (A)</u> : Puissance installée totale : 1 000 kW ; installation fixe : 500 kW. Installation mobile : 500 kW<br>Installation primaire de concassage : 328 kW. Installation secondaire de criblage : 110 kW.<br><u>2517 (D)</u> : station de transit de matériaux en vu de leur recyclage.<br>La capacité annuelle est de 30 000 t/an. La capacité de stockage maximale de la plateforme de transit est de 50 000 m <sup>3</sup> .                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant précise que l'activité d'extraction du grès est très limitée depuis six à sept ans en raison d'une faible demande. Entre 2022 et 2024, la production annuelle commercialisée est restée inférieure à 5000 tonnes. Il signale également que l'extraction rencontre des difficultés particulières durant la période hivernale. Par ailleurs, concernant l'évolution des conditions d'exploitation relevant de la rubrique 2515, l'exploitant indique que les équipements fixes de traitement des matériaux ont été remplacés par des installations mobiles, sans toutefois communiquer la puissance des nouveaux matériels.<br>Au vu de ces éléments, les niveaux d'activité relevant des rubriques 2515 et 2517 doivent être vérifiés afin de confirmer le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra à l'Inspection, sous 2 mois, un état des lieux des modifications apportées aux installations et l'impact de celles-ci vis à vis du classement ICPE du site (rubriques et régimes associés à celles-ci).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

### N° 2 : Registres et plans

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan topographique du site d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant.<br/> Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau,</li> <li>- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...),</li> <li>- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres découvertes,</li> <li>- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,</li> <li>- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans un annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressé à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Unité Territoriale du Calvados.</p> <p>Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan topographique réalisé par le cabinet Philippe CAVOIT (Bayeux) en date du 29/07/2025 a été présenté. L'examen du plan n'est pas représentatif de l'emprise totale de la carrière. Il ne comporte pas de légende et il présente de nombreuses lacunes. En effet, les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, les limites d'excavation, le bornage du site, les zones de stockage de déchets inertes internes et externes, les surfaces S1, S2, S3 des différentes zones d'activité ne sont pas formalisées.</p> <p>L'examen du plan topographique montre qu'il ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/07/2012.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra, sous 2 mois, effectuer la mise à jour du plan topographique du site, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 3 : Accidents ou incidents**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents ou incidents                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.<br>Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais. L'exploitant doit fournir à l'inspection, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.<br>De plus, l'exploitant doit déclarer immédiatement au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie, tout accident du travail donnant lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant mentionne l'absence d'incident ou accident sur le site de la carrière depuis la dernière visite d'inspection.<br>L'inspection indique que la procédure de déclaration des incidents par voie dématérialisée deviendra obligatoire à compter du 1er janvier 2026 via la plateforme officielle <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/</a>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 4 : Dispositions préliminaires d'exploitation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 16,2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage du périmètre autorisé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté.<br>Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la Direction régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie (Unité territoriale du Calvados).<br>Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| <b>Constats :</b><br><br>La visite de la carrière n'a pas permis de vérifier le bornage du périmètre autorisé. Sur la partie sud, la végétation dense empêchait toute observation, tandis que sur la partie nord, aucun repère n'était présent. Deux piquets en bois de section carrée ont bien été observés, mais il n'a pas été possible de confirmer qu'ils faisaient partie du dispositif de bornage.                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant doit proposer un plan d'action pour que les bornes déterminant le périmètre autorisé soient facilement visibles et accessibles et ce jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                           |

#### N° 5 : Phasage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Phasage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Tout modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet du Calvados.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Les déclarations annuelles transmises sur GEREPE par l'exploitant font état d'un tonnage de grès extrait de 4300tonnes en 2023 et de 4057tonnes en 2024. Ces volumes restent très inférieurs au tonnage maximal annuel autorisé par l'arrêté préfectoral, fixé à 300000tonnes, ainsi qu'à la production annuelle moyenne habituelle, estimée à 150000tonnes.<br>L'exploitant explique ce faible niveau d'activité par une période de six à sept ans durant laquelle la demande était quasi inexistante, entraînant une exploitation minimale. Cette activité réduite visait essentiellement à maintenir le bénéfice de l'autorisation.<br>Ce retard doit être estimé précisément par l'exploitant qui proposera une actualisation du calendrier des phases jusqu'à la fin de validité de l'arrêté préfectoral. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra, à l'Inspection, sous 2 mois, l'estimation du retard de phasage et proposera une actualisation du calendrier des phases jusqu'à la fin de validité de l'arrêté préfectoral. L'impact de ce retard sur le calcul des garanties financières devra également être évalué.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 6 : Limites des excavations

|                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 21                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limites des excavations                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont |

|                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>La visite terrain a permis de constater que les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins une dizaine de mètres de la clôture matérialisant les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 7 : Modalités d'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 22.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes.<br>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres.<br>Leur nombre est limité à 2 fronts au Nord et 3 au Sud.<br>Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau + 130 m NGF à l'Ouest et + 145 m NGF à l'Est.                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Le nombre de fronts et la hauteur des gradins sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Néanmoins, le plan topographique met en évidence un surcreusement à la cote 140 NGF à l'Est, pour une cote autorisée supérieur ou égal à 145 NGF. Une vigilance particulière doit être portée sur ce point dans la suite de l'exploitation du site. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit cesser immédiatement toute exploitation de la carrière au delà de la côte réglementaire de 145 NGF. il devra également élaborer, sous 2 mois, un plan d'actions visant à résorber le surcreusement constaté, selon un calendrier proportionné aux enjeux.                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 8 : Sécurité publique

|                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 35                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et abords du site                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>35.1 - L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>35.2 - L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p>                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'une barrière mobile à l'entrée, équipée d'un système de fermeture. Une clôture entoure également la carrière, et des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés le long de celle-ci, notamment en bordure des zones d'excavation.</p> <p>Les services de secours utilisent ponctuellement le site pour des exercices (en particulier pour la circulation d'engins sur piste) dans une partie de la carrière qui n'est pas en exploitation. La clôture apparaît globalement solide et efficace, à l'exception du secteur emprunté par les pompiers pour accéder au terrain.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit vérifier en tout point la sécurisation du site, durant toute la durée de l'autorisation d'exploitation, afin de garantir l'absence d'intrusion de personnes non autorisées, notamment au niveau de l'accès utilisé par les pompiers.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |